

Réponses aux Recommandations

CONGO

Examen du Groupe de travail: 6 mai 2009
 Adoption en plénière: 23 septembre 2009

Réponses du Congo aux recommandations:

Dans le rapport du Groupe de travail:	Dans l'Additif:	Pendant la plénière:	Recommandations en attente de réponse:	Résumé:
51 REC acceptées; 9 rejetées; 1 en attente de réponse	Pas d'additif	La délégation a commenté la REC en attente de réponse mais n'a pas donné de position claire à son sujet	Aucune	Acceptées (A): 51 Rejetées (R): 9 Sans position claire (NC): 1 En attente de réponse (P): 0

Liste des recommandations contenues dans la Section II du Rapport du Groupe de travail A/HRC/12/6 :

« 79. Les recommandations formulées au cours du dialogue interactif ont été examinées par le Congo, et celles qui sont énumérées ci-dessous ont reçu son adhésion:

A - 1. Signer et ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (France, Gabon); ratifier les deux protocoles à la Convention relative aux droits de l'enfant (Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et Protocole facultatif relatif à la vente d'enfants, à la prostitution d'enfants et à la pornographie mettant en scène des enfants) (Argentine, Slovénie);

A - 2. Envisager d'accélérer la ratification de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels l'État n'était pas encore partie, notamment le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Protocole facultatif à la Convention contre la torture, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (Slovénie); ratifier le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, le Protocole de Palerme et les protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant (Argentine); ratifier la Convention pour la protection de toutes les personnes

contre les disparitions forcées (Argentine); ratifier la Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille, ainsi que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (Mexique); ratifier le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et établir un mécanisme national de prévention (République tchèque, Bénin);

A - 3. Accéder à la Convention no 169 de l'OIT concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants (Mexique);

A - 4. Étudier s'il convenait de prendre des mesures afin que la Commission nationale des droits de l'homme soit accréditée par le Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Algérie); renforcer le mandat et les capacités de la Commission nationale des droits de l'homme et les mettre en conformité avec les Principes de Paris (Allemagne); doter d'un mandat approprié et de ressources financières adéquates la Commission nationale des droits de l'homme et l'Office du Médiateur de la République (Espagne); veiller à ce que la Commission nationale des droits de l'homme se conforme aux Principes de Paris et à ce qu'elle fasse en sorte de retrouver son accréditation auprès du Comité international de coordination (Belgique);

A - 5. Soutenir les efforts visant la protection et le renforcement des droits de l'homme sur le continent africain, en particulier par le truchement du Comité africain des droits de l'homme et des peuples (Soudan); poursuivre les efforts visant à protéger et à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales (Égypte); continuer de s'efforcer d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays (Tchad); persévérer dans les efforts visant à promouvoir les droits des Congolais (Burkina Faso);

A - 6. Déterminer spécifiquement ses besoins afin de pouvoir solliciter l'aide internationale à l'appui de ses entreprises (Égypte); définir ses priorités et déterminer ses besoins pour étayer sa demande d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme (République démocratique du Congo); solliciter de la communauté internationale l'assistance qui permettrait de relever les différents défis auxquels le pays était confronté (Tchad);

A - 7. Coopérer étroitement avec les organes des Nations Unies pour régler la question des rapports en souffrance, notamment ceux qui devaient être soumis au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au Comité des droits de l'homme, au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au Comité contre la torture (Allemagne);

A - 8. Persévérer dans son engagement en faveur de la promotion des droits de l'homme et nouer un dialogue continu et constructif avec les principaux organes de protection des droits de l'homme et la communauté internationale (Guinée équatoriale);

A - 9. Adopter toutes les mesures nécessaires pour garantir le droit à la vie et à la protection (Argentine); inscrire l'interdiction de la torture dans le droit interne conformément à la Convention contre la torture et abolir la peine de mort (Argentine); abolir purement et simplement la peine de mort (Saint-Siège); abolir la peine capitale (Azerbaïdjan); envisager d'abolir dès que possible, par la loi, la peine de mort (Slovénie); envisager l'abolition complète de la peine capitale dans sa législation interne (Italie);

A - 10. Garantir à chaque détenu le droit effectif de contester la légalité de son arrestation (Pays-Bas); mettre fin immédiatement à la détention de quiconque ne serait pas détenu dans un centre de détention comme le prévoyait l'article 341 du Code pénal (Pays-Bas);

A - 11. Assurer le respect des dispositions contre la torture telles qu'établies dans le Code pénal, poursuivre tous les auteurs d'actes de torture et établir un mécanisme de suivi pour vérifier le respect de ces dispositions (Allemagne);

A - 12. Enquêter dès que possible sur toutes les allégations de torture et de décès en détention, et poursuivre et condamner les auteurs d'actes de torture dans les prisons ou d'autres lieux de détention (Canada); assurer la conduite efficace d'enquêtes sur les faits et les responsabilités dans toutes les affaires de torture et de décès en détention (République tchèque);

A - 13. Assurer l'indépendance de l'ordre judiciaire et améliorer l'accès à la justice (République tchèque);

A - 14. Examiner les conditions de vie dans toutes les prisons et établissements de détention en vue d'assurer leur conformité à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, et en particulier réserver des locaux séparés à la détention des mineurs (République tchèque);

A - 15. Prendre des mesures pour faire en sorte que la situation dans les prisons fasse l'objet d'un suivi indépendant, que les auteurs d'actes de torture soient dûment poursuivis et que les détenus aient droit à un procès équitable (Royaume-Uni); prendre des mesures pour assurer la totale conformité à la Convention contre la torture et aux autres normes internationales applicables au traitement des détenus (Suède); porter une attention particulière à la situation des personnes incarcérées et poursuivre la politique de renforcement des capacités dans le domaine des services de soins de santé (Djibouti); établir un programme de surveillance des lieux de détention et un programme de formation aux droits de l'homme du personnel qui travaille dans ces lieux (Canada);

A - 16. Envisager davantage de sanctions non privatives de liberté, en particulier pour les femmes, en vue de réduire la surpopulation et la sollicitation des services de réinsertion (Ghana);

A - 17. Renforcer les droits des femmes sur le marché du travail (Brésil);

A - 18. Adopter des mesures afin de combattre les attitudes et les stéréotypes persistants sur le rôle et les responsabilités des femmes dans la société (Mexique); renforcer l'action menée pour mieux faire aboutir les droits des femmes, en prenant notamment des mesures éducatives et de sensibilisation du public (Azerbaïdjan);

A - 19. Demander le soutien des programmes et des institutions spécialisées des Nations Unies pour établir des programmes et des stratégies en vue de l'alphabétisation et de la formation à l'emploi des femmes, afin d'améliorer leurs conditions de vie et de renforcer leur participation au développement du pays (Algérie);

A - 20. Prendre toutes les mesures appropriées pour éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en particulier en ce qui concerne la propriété, le partage et la transmission par héritage de la terre, et l'accès à l'éducation, au marché du travail et à la vie politique (France); adopter une législation qui élimine toute discrimination dans la propriété, le partage et la transmission par héritage de la terre; protéger les victimes de violence sexuelle, criminaliser le viol entre époux et donner aux femmes l'égalité des droits dans le mariage et avant le mariage (Pays-Bas);

A - 21. Inscrire dans la législation nationale une définition de la discrimination à l'égard des femmes et l'interdiction de toute discrimination liée à la possession, au partage, à la propriété ou à la transmission par héritage de la terre (Espagne);

A - 22. Prendre des mesures supplémentaires pour renforcer la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes (Maroc); combattre plus vigoureusement la discrimination à l'égard des femmes (Azerbaïdjan);

A - 23. Continuer d'appliquer des mesures pour régler le problème de la violence à l'égard des femmes et combattre l'impunité à cet égard (Suède); prendre des mesures supplémentaires pour remédier à la discrimination à l'égard des femmes et des groupes vulnérables, notamment des enfants, des personnes appartenant aux minorités et des membres des peuples autochtones (Royaume-Uni);

A - 24. Adopter des lois interdisant les mutilations génitales féminines et appliquer des mesures ciblées, notamment en menant de plus vastes campagnes de sensibilisation, pour faire en sorte que ces pratiques soient abandonnées (France); interdire les mutilations génitales féminines (Pays-Bas); adopter une législation interdisant les mutilations génitales féminines et lancer des messages en vue de leur éradication, y compris dans le cadre de campagnes visant à susciter une prise de conscience sur cette question (Espagne);

A - 25. Adopter la législation voulue pour interdire les pratiques de violence sexuelle auxquelles étaient exposées les femmes congolaises, conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et éradiquer la pratique des mutilations génitales féminines (Argentine);

A - 26. Poursuivre les efforts entrepris en faveur de la protection et de la réalisation des droits de l'enfant, en particulier pour ce qui est de l'accès à l'éducation (Algérie);

A - 27. Envisager d'examiner les stratégies visant la protection complète de l'enfant, en vue d'élaborer un plan qui serait aligné sur les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le Congo était partie (Afrique du Sud);

A - 28. Améliorer les procédures visant à accroître le pourcentage d'enfants enregistrés à la naissance (Italie);

A - 29. Poursuivre la lutte contre la violence et les sévices sexuels dont étaient victimes les enfants en vue de la réalisation effective de leurs droits (Burkina Faso);

A - 30. Adopter, immédiatement et en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme, des mesures visant à protéger les droits de l'enfant, et en particulier interdire le travail des enfants et prévenir, criminaliser et punir l'exploitation sexuelle et la traite d'enfants (France);

A - 31. Renforcer la législation nationale interdisant la traite de personnes, et en particulier d'enfants (Angola); criminaliser la traite et l'exploitation sexuelle d'enfants, conformément aux normes internationales (Argentine);

A - 32. Finaliser et adopter le projet de loi interdisant toutes les formes de traite, et établir des procédures officielles pour identifier les victimes de la traite parmi les groupes vulnérables de population, comme les femmes livrées à la prostitution, les enfants des rues et les Pygmées, et former la police et les travailleurs sociaux à l'application de ces procédures (États-Unis);

A - 33. Poursuivre les efforts visant à combattre toutes les formes de discrimination susceptibles de transformer en victimes les groupes vulnérables comme certaines communautés autochtones et les personnes handicapées (Djibouti);

A - 34. Accorder une plus grande liberté d'expression aux membres de la presse dans la période préélectorale, y compris pour les reportages politiques, et mettre les candidats de l'opposition sur un pied d'égalité avec les autres candidats pour ce qui est de la couverture et de l'accès aux médias (États-Unis); prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer que les prochaines élections soient pacifiques, libres et loyales et se déroulent dans un climat exempt d'intimidation et dans le plein respect du droit de réunion (Royaume-Uni);

A - 35. Encourager la participation civique, y compris celle de la société civile, au processus électoral (États-Unis);

A - 36. Garantir le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées de toute espèce, conformément à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Italie);

A - 37. Adopter des mesures, en collaboration avec les ONG et les groupes de lutte contre la corruption, pour combattre la corruption, en particulier dans le système judiciaire, et promouvoir le respect des droits de l'homme (Canada);

A - 38. Continuer d'investir dans l'éducation, en veillant en particulier à celle des femmes et des filles (Saint-Siège);

A - 39. Poursuivre les efforts tendant à promouvoir et à faciliter la scolarisation et l'assiduité, en particulier auprès des enfants des familles économiquement défavorisées, et à assurer l'absence de discrimination dans l'environnement scolaire (Angola);

A - 40. Intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans les programmes scolaires (Azerbaïdjan);

A - 41. Continuer d'investir dans les consultations d'obstétrique et dans l'information relayée par des sages-femmes qualifiées (Saint-Siège);

A - 42. Poursuivre les efforts de promotion de l'égalité entre les sexes et de la santé des mères et des filles (Tunisie);

A - 43. Renforcer l'action visant à améliorer l'accès à l'eau salubre et à réduire l'incidence des maladies infectieuses (Japon);

A - 44. Poursuivre les efforts en vue de la protection des droits des personnes touchées par le VIH/sida, notamment en approuvant le projet de loi pour la protection de ces personnes, déjà approuvé par le Gouvernement et qui était maintenant soumis à l'examen du Conseil des ministres (Cuba);

A - 45. S'efforcer plus vigoureusement de progresser vers l'égalité d'accès des femmes au marché du travail et à l'éducation (Japon);

A - 46. Poursuivre ses efforts en vue de s'attaquer pleinement au problème de la discrimination à l'égard des groupes minoritaires (Suède);

A - 47. Honorer les engagements pris dans le domaine des droits de l'homme et intensifier les efforts en faveur des droits des personnes appartenant aux groupes vulnérables, y compris des détenus, des femmes et des enfants (Belgique);

A - 48. Élaborer et adopter une législation nationale établissant une procédure efficace en matière d'asile et assurant la protection de tous les droits de l'homme des demandeurs d'asile (République tchèque);

A - 49. Approuver dans les plus brefs délais la nouvelle loi relative aux peuples autochtones dans la volonté de sauvegarder les droits des minorités dans le pays, et en particulier ceux des Pygmées (Italie); continuer de renforcer la réforme institutionnelle dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier mener rapidement à bien l'examen du projet de loi pour la promotion et la protection des droits des populations autochtones (Côte d'Ivoire); poursuivre les efforts pour venir en aide aux communautés autochtones, y compris à ses Pygmées, qui étaient de même culture que ceux qui vivaient en République centrafricaine (République centrafricaine); rationaliser et aménager dans le détail les politiques en vue d'améliorer l'exercice de leurs droits par les membres des peuples autochtones (Angola);

A - 50. Continuer de résister aux tentatives d'imposer des valeurs ou des normes au-delà de celles universellement convenues, par l'exercice de ses droits souverains d'appliquer ses lois et sa législation conformément à ces valeurs et à ces normes (Égypte);

A - 51. Réaliser progressivement les objectifs relatifs aux droits de l'homme tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 9/12 du Conseil des droits de l'homme (Brésil).

80. La recommandation suivante sera examinée par le Congo, qui y répondra en temps voulu. La réponse du Congo à cette recommandation figurera dans le rapport sur les résultats qui sera adopté par le Conseil des droits de l'homme à sa douzième session:

NC - Mener à bonne fin le plan visant à élaborer une loi nationale sur l'aide et la protection à apporter aux personnes déplacées dans leur propre pays (République démocratique du Congo).

81. Les recommandations mentionnées dans le présent rapport aux paragraphes et points 23 g), 26 f), 27 d), 54 b), 58 a), 59 b), 59 g), 63 c) et 67 ci-dessus n'ont pas recueilli l'adhésion du Congo. »

R - Paragraphe 23 (g) (Pays-Bas) « Ont recommandé que, conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Congo abroge l'article 331 du Code pénal qui érige en infraction les pratiques sexuelles entre adultes consentants du même sexe, notamment aussi pour parvenir à une prévention et à une prise en charge plus efficaces du VIH/sida dans les secteurs vulnérables de la population congolaise »

R - Paragraphe 26 (f) (États-Unis) « De s'efforcer davantage d'apporter des soins aux victimes de la traite, mette fin à la pratique consistant à emprisonner les enfants livrés à la prostitution, et sensibilise mieux les populations vulnérables aux dangers de la traite »

R - Paragraphe 27 (d) (Royaume-Uni) « D'abroger les dispositions qui criminalisent l'homosexualité »

R - Paragraphe 54 (b) (Slovénie) « De donner suite à la recommandation du Comité en ce qui concernait la loi de 1920 qui, dans sa forme actuelle, interdisait la publicité pour les contraceptifs, et envisage d'établir et de doter en ressources adéquates un nombre suffisant de «refuges» pour les victimes de violences domestiques »

R - Paragraphe 58 (a) (Canada) « D'intensifier ses efforts pour faire prendre conscience à la communauté des risques liés au VIH et fasse campagne pour y sensibiliser les jeunes. Il a aussi recommandé que le Congo »

R - Paragraphe 59 (b) (République tchèque) « De dispenser à tous les agents chargés de faire appliquer la loi et à tous les membres de l'appareil judiciaire des formations spécifiques visant la protection des droits de

l'homme, en particulier pour ce qui est des femmes, des enfants et des personnes d'ethnie, d'orientation sexuelle ou d'identité de genre minoritaire »

R - Paragraphe 59 (g) (République tchèque) « De dépénaliser les rapports sexuels entre partenaires de même sexe, adultes et consentants, et adopte des mesures pour promouvoir la tolérance à cet égard, ce qui faciliterait aussi la conduite plus efficace de programmes d'éducation à la prévention du VIH/sida »

R - Paragraphe 63 (c) (Espagne) « A recommandé de rendre la législation matrimoniale compatible avec les instruments internationaux selon un programme clair, de sorte que la législation familiale puisse être renouvelée et que soit abolie l'interdiction de la publicité pour les contraceptifs »

R - Paragraphe 67 (Lettonie) « A recommandé que le Congo envisage d'adresser une invitation permanente à toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme »

Avertissement: Cette classification n'est pas officielle, elle repose sur les documents des Nations Unies et sur le webcast. Si vous avez des questions et/ou des commentaires, veuillez écrire à info@upr-info.org